



entretien

Avec **Laurence Nardon**,  
chercheuse responsable du  
programme Amérique du  
Nord de l'IFRI (Institut français  
des relations internationales).

**Photo ci-dessus :**

Lors de son cinquième déplacement en Allemagne, en avril 2016, le président Obama a rendu hommage « à son amie et sa partenaire Angela », en déclarant dans un entretien au journal *Bild* qu'il lui faisait « confiance ». Malgré les tensions nées en 2013 du scandale des écoutes de la NSA et leurs divergences de vues sur le conflit libyen, il partage avec la chancelière le souhait de donner une nouvelle impulsion au projet de traité de libre-échange transatlantique et a déclaré que cette dernière serait « du bon côté de l'histoire » concernant sa gestion de la crise des migrants. (© White House/Pete Souza)



## USA – Europe : quel avenir pour les relations transatlantiques ?

**En juin dernier, Barack Obama prenait acte du Brexit et affirmait que l'Union européenne resterait un partenaire indispensable des États-Unis. Avec ce vote, Washington a-t-il perdu son meilleur allié au sein de l'Union européenne ?**

Laurence Nardon : Il est évident que l'Europe, dans ses deux incarnations aux yeux de Washington que sont l'Union européenne, d'une part, et l'OTAN, d'autre part, est un allié extrêmement important pour les États-Unis, pour des raisons culturelles et historiques, mais aussi pour des raisons de défense et de sécurité, ainsi que commerciales. Même si elle constitue un concurrent sur le marché international, les États-Unis ont néanmoins besoin d'une Europe forte et qui fonctionne. De ce point de vue-là, le *Brexit* est une très mauvaise nouvelle pour Washington, car cela va affaiblir l'Europe. Par ailleurs, et c'est extrêmement important, compte tenu de la proximité existante entre le Royaume-Uni et les États-Unis, ces derniers avaient beaucoup plus intérêt à ce que la Grande-Bretagne reste membre de l'Union européenne (UE). En effet, cela leur permettait de disposer d'un allié proche à l'intérieur de l'UE avec tout ce que cela pouvait impliquer comme politique d'influence et circulation de l'information. Donc oui, nous pouvons dire que les États-Unis ont perdu leur meilleur allié. Cependant, il faut rappeler que personne ne sait comment le *Brexit* va se passer, ni selon quel calendrier (1).

**Dès lors, quid de l'évolution des relations entre Washington et Bruxelles ?**

Les États-Unis n'ayant plus leur « cheval de Troie » avec le Royaume-Uni dans l'Union – cette expression est peut-être un peu forte –, l'évolution des relations entre Washington et Bruxelles est assez ouverte. La première option est que le *Brexit* va les éloigner de l'Union. L'autre option est que, privé du relais que constituait la Grande-Bretagne, Washington soit obligé de discuter plus directement avec l'UE, en particulier avec l'Allemagne et la France, et que, d'une certaine manière, cela amène les Américains à se rapprocher de l'Union européenne dans sa version continentale. Il serait ainsi tout à fait possible de défendre l'idée que, puisque les États-Unis n'ont plus « leur meilleur copain dans la classe », ils soient obligés de discuter avec les autres et que cela les rapproche d'eux *in fine*.

**Londres et Washington entretiennent une « relation spéciale » depuis de nombreuses années, ce qui fait du Royaume-Uni l'allié traditionnel des Américains. Cependant, le refus britannique de participer à une opération militaire en Syrie n'a guère été apprécié par son allié américain. Alors que l'administration Obama était plutôt favorable à une intégration politique plus poussée de l'Union européenne, le vote récent en faveur du Brexit**



## peut-il avoir des conséquences négatives sur cette « relation spéciale » ?

Vous faites allusion dans votre question aux événements de l'année 2013, lorsque les États-Unis étaient prêts à intervenir en Syrie, avec la France, mais sans le Royaume-Uni (après le vote négatif du Parlement britannique, que n'avait pas prévu David Cameron). Finalement, les États-Unis ne sont pas intervenus. À l'époque, j'avais été frappée par le

**du président américain. Quelle a été la position et l'attitude de l'administration Obama vis-à-vis de Bruxelles durant cette période, alors que certains reprochaient au président américain son désintérêt pour l'Europe, au profit de l'Asie ?**

Ce qui est certain, c'est que malgré le talent rhétorique de Barack Obama, il s'est avéré être assez froid dans ses rapports humains. En janvier 2009, a

de l'euro, puis l'invasion de la Crimée par la Russie ont montré aux Américains que l'Europe n'était pas si stable, et qu'elle avait besoin de soutien et d'amitié de la part des États-Unis, voire également de conseils. Ainsi, au cours du second mandat de Barack Obama, nous avons assisté à une sorte de retour vers l'Europe.

Cependant, si l'on regarde le cas de la crise ukrainienne, les Américains ont laissé les Européens aux commandes. Ce sont la chancelière allemande Angela Merkel et le président français François Hollande qui se sont chargés de négocier les accords de Minsk avec la Russie et l'Ukraine. Ce « retrait » des Américains des affaires européennes peut s'expliquer par la réticence à agir de Barack Obama. Ce fut aussi le cas en 2012 lors des opérations en Libye, lorsque Washington a coordonné les choses depuis l'arrière (*leading from behind*) et lors de la crise de l'euro, lorsque Barack Obama s'est contenté de donner quelques conseils en prenant position pour la monnaie unique. L'ensemble de ces exemples porte la « marque Obama », c'est-à-dire une certaine réticence à agir. On voit qu'il

“ La crise de l'euro, puis l'invasion de la Crimée par la Russie ont montré aux Américains que l'Europe n'était pas si stable, et qu'elle avait besoin de soutien et d'amitié de la part des États-Unis, voire également de conseils. ”

fait que le soutien de la France ne suffisait pas, et qu'il fallait le soutien de la Grande-Bretagne. Les États-Unis avaient besoin, presque psychologiquement, du soutien de Londres pour se lancer dans une opération « risquée » ou de grande envergure. C'est assez significatif.

Concernant l'évolution des relations entre Londres et Washington, cela va surtout dépendre de la prochaine administration. On dit souvent que les relations avec le Royaume-Uni sont moins proches, mais manifestement ce n'était pas tant le cas en 2013 (2). Il est évident que la Grande-Bretagne *post-Brexit* va chercher à se rapprocher des États-Unis et qu'ils se laisseront faire. Cependant, il est vrai aussi que le Royaume-Uni est aujourd'hui un allié moins important et moins intéressant dans cette nouvelle configuration. En sortant de l'Union européenne, Londres se coupe les ailes, et même si le Royaume-Uni demeure un allié proche pour Washington, il sera moins puissant, moins influent, et dans une situation économique incertaine. S'il y a rapprochement entre ces deux pays, cela sera donc à la demande de Londres plus que de Washington.

**En avril 2016, Barack Obama a exhorté l'Europe, « l'une des plus grandes réalisations économiques et politiques de l'époque contemporaine », à rester « forte et unie ». L'Europe a connu de nombreuses crises politiques et économiques au cours des deux mandats**

son arrivée au pouvoir, les dirigeants européens ont été assez déçus par la personne d'Obama, ceci s'ajoutant au fait qu'il s'agissait du premier président qui n'avait pas une culture véritablement



européenne. Les Européens ont senti une certaine indifférence de sa part. Parallèlement, la volonté de s'éloigner de la « vieille Europe » avec la mise en place au cours de son premier mandat de la politique du pivot vers l'Asie, une excellente idée sur le papier, a été également mal perçue par les Européens qui se sont sentis abandonnés. Par la suite, on a assisté à un retournement. La crise

laisse les Européens faire les choses, en première ligne, et que lui préfère rester en arrière. Cette attitude s'explique par la doctrine Obama faite de patience stratégique et de réticence à intervenir [sur ce point, voir également p. 32 à 36 de ce numéro des *Grands Dossiers*, NdlR]. C'est un président qui a voulu rompre avec son prédécesseur, George W. Bush, et qui veut peser mûrement chaque déci-



### Photo ci-dessous :

Le 28 septembre 2015, le président américain s'entretient avec son homologue ukrainien, Petro Porochenko, en marge d'un sommet sur le maintien de la paix, à New York. Alors que la chambre des représentants américaine a voté en mars 2015 une résolution en faveur de l'envoi d'armes létales à Kiev, s'élevant contre la frilosité du président Obama à équiper l'armée ukrainienne, celui-ci insistait auprès de son homologue russe en février dernier pour trouver « rapidement » un accord sur les modalités d'organisation d'élections « libres et équitables » dans l'Est de l'Ukraine. (© White House/Pete Souza)



## Photo ci-dessous :

Dîner de gala donné au palais de Buckingham par la reine Elizabeth II en l'honneur du président américain, Barack Obama. Le 4 octobre 2016, le secrétaire d'État américain, John Kerry, déclarait que les États-Unis auront besoin que l'Union européenne et le Royaume-Uni aient, après le *Brexit*, une relation étroite « fortement intégrée », en ajoutant que « les États-Unis soutiendront leurs amis et alliés des deux côtés de la Manche dans ce moment difficile ». (© White House/Lawrence Jackson)



## Photo ci-dessous :

En 2014, lors de la visite d'État de François Hollande aux États-Unis, les relations entre Paris et Washington n'avaient jamais été aussi bonnes en une décennie. Mais l'absence remarquée de Barack Obama à la marche du 11 janvier 2015, consécutive aux attentats dans la capitale française, a été considérée comme un faux pas diplomatique. (© White House)



sion avant d'agir, car il connaît le prix de l'action, appris avec les expériences afghane ou irakienne.

## Concernant la crise des migrants ou la vague d'attaques terroristes en Europe, comment Washington s'est-il positionné ?

Naturellement, les Américains sont inquiets, d'autant que les frappes terroristes arrivent chez eux aussi. À ce niveau, il existe bien entendu une coopération dans la lutte antiterroriste avec les pays européens, d'autant que Barack Obama a remplacé la posture de « guerre globale contre le terrorisme » par une doctrine de contre-terrorisme s'appuyant largement sur les partenariats (3).

Pour ce qui concerne la crise des migrants, il faut rappeler que les États-Unis sont également confrontés à un problème d'immigration. Mais, à l'image du Canada, leur situation géographique leur permet de fonctionner comme une île en contrôlant l'immigration qui passe par les ports ou les aéroports, à l'exception bien sûr des migrants latinos qui passent

pas d'accord avec ça, c'est que vous étiez un vieux rétrograde et que vous n'aviez rien compris. Aux États-Unis, seules l'ultra-gauche et l'ultradroite tenaient un discours critique sur cette doctrine. Aujourd'hui, on voit la pensée économique dominante remise en question avec un certain retour en grâce du protectionnisme. On admet publiquement qu'il y a eu des gagnants et des perdants au libre-échange, avec dans le rang des gagnants la classe moyenne des pays en développement (Chine, Inde, Vietnam, etc.) et dans le rang des perdants la classe ouvrière et une partie de la classe moyenne des pays développés qui ont été de malheureuses victimes de ces accords de libre-échange. L'ALÉNA (5) a notamment entraîné la fermeture d'usines et la délocalisation vers des pays à main-d'œuvre moins chère.

Pour résumer, l'échec du TTIP correspond à une évolution de la perception du libre-échange en regard du protectionnisme dans l'opinion publique des pays développés. Cependant, même si échec il devait y avoir, il est évident qu'il y aura de nouvelles négociations dans une quinzaine d'années.

## Quels pourraient être l'impact et les évolutions probables des relations transatlantiques en cas de victoire de Donald Trump ou d'Hillary Clinton ?

Une victoire d'Hilary Clinton conviendrait très bien aux Européens, puisqu'elle connaît déjà tous les dirigeants et qu'elle a les codes de la diplomatie traditionnelle américaine, qui partage les mêmes valeurs que l'Europe. Elle a cependant une vision de la politique étrangère beaucoup plus interventionniste que celle de Barack Obama ou de Donald Trump. Son interventionnisme est marqué par le fait qu'elle pense que les valeurs de l'Amérique sont bonnes et qu'elles doivent être propagées dans le monde. Le partage des valeurs entre les États-Unis et l'Europe est pour elle quelque chose de fondamental et c'est pour ça qu'elle serait une présidente qui remettrait l'alliance avec l'Europe au premier plan.

Pour ce qui est de Trump, c'est autre chose. Il est le personnage tonitruant et agressif que l'on connaît et qui chante les louanges du président russe Vladimir Poutine. Il ne faut pas oublier non plus que le Parlement britannique a voté pour ne pas l'accueillir en Grande-Bretagne. Il y a donc une certaine hostilité en Europe à son sujet. Dans les faits, il défend un plus grand isolationnisme de son pays et seuls comptent à ses yeux les intérêts de l'Amérique. Il pratique une politique étrangère de businessman, et je ne pense pas qu'il ait une conviction personnelle quant à l'importance de l'Europe.

**Entretien réalisé par Thomas Delage le 8 septembre 2016**

## Notes

(1) Le 2 octobre 2016, la Première ministre britannique, Theresa May, annonçait son intention de déclencher la procédure de divorce avec l'Union européenne d'ici à fin mars 2017, ce qui, avec des négociations de deux ans maximum, devrait permettre d'acter la séparation avant les élections européennes prévues au printemps 2019. (NdlR)

(2) Voir notamment Julien Tourreille, « Washington-Londres : une relation "spéciale" en voie de banalisation », *Les Grands Dossiers de Diplomatie*, n° 25, février-mars 2015 (NdlR).

(3) <http://www.ifri.org/fr/publications/notes-de-lifri/potomac-papers/obama-face-terrorisme-chronique-dun-echec>

(4) Le 29 août 2016, les États-Unis accueillent leur dix-millième réfugié syrien en un an, respectant un engagement pris par le président Barack Obama et qui a divisé la classe politique américaine. (NdlR)

(5) Accord de libre-échange nord-américain, entré en vigueur en 1994 entre les États-Unis, le Canada et le Mexique.

la frontière terrestre au sud du pays. Concernant la crise migratoire européenne, Washington a décidé d'accueillir une partie des migrants syriens, en les sélectionnant préalablement (4).

## Alors que la Commission européenne et les États-Unis négocient un traité de libre-échange transatlantique (TTIP ou TAFTA) depuis 2013, la France et l'Allemagne ont récemment pris leurs distances avec ce projet, particulièrement cher au président américain et à la chancelière allemande. Pourquoi de telles réticences ? Peut-on parler d'échec ?

Il faut préciser qu'il existe également une réticence côté américain [sur ce point, voir également p. 91-95 de ces *Grands Dossiers*, NdlR]. Elle est particulièrement visible au cours de cette campagne présidentielle. Certes, du côté républicain, avec Donald Trump, mais également du côté démocrate, avec Bernie Sanders. Cet échec du TTIP, qui n'est pas encore consommé mais qui se dessine, correspond à un changement dans la notion de libre-échange. Ces dernières années, nous fonctionnions avec une pensée économique qui voulait qu'il n'y ait que du positif au libre-échange et que tout le monde ne pouvait qu'y gagner. Ouvrir le commerce, les frontières, la circulation des biens, des hommes et des capitaux, etc. ne pouvait être que source de richesse pour tout le monde. Si vous n'étiez